

Le prix courant, à prendre en considération pour l'évaluation des valeurs de portefeuille est celui du mois qui précède immédiatement celui de la taxation.

Art. 5. L'indemnité de gestion s'acquiert par douzième mensuel, prenant cours le premier du mois qui précède la date d'ouverture du sequestre.

Tout mois commencé est dû en entier.

Art. 6. Le conseil d'administration de l'Office est autorisé à réduire, par décision motivée, les prélèvements prévus en faveur de l'Office par le présent arrêté.

Art. 7. Les prélèvements autorisés en faveur de l'Office couvrent les honoraires des mandataires désignés par celui-ci, ainsi que les frais relatifs à la prise en charge proprement dite. Ils ne couvrent pas les dépenses afférentes à la gestion normale et éventuellement à la liquidation du patrimoine du séquestre. Les dépenses sont à charge de ce dernier.

Le droit de prise en charge et l'indemnité de gestion sont taxés et liquidés par l'Office, lors de la reddition des comptes de la séquestration ou lors de la clôture de la liquidation.

Entretiens l'Office est autorisé à effectuer des prélèvements à valoir.

Dans toute la mesure du possible, les prélèvements s'effectuent en premier lieu sur les fonds liquidés.

Art. 8. En ce qui concerne les patrimoines qui comprennent à la fois des biens privés et des biens destinés à l'exploitation d'un commerce ou d'une industrie, les biens de chaque catégorie doivent être considérés isolément pour l'application du présent arrêté.

Art. 9. Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 février 1946.

CHARLES.

Par le Régent
Le Ministre de la Justice,

Vanwege den Regent
De Minister van Justitie,

M. GRÉGOIRE.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën.

FR. DE VOGHEL.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET MINISTÈRE DES VICTIMES DE LA GUERRE.

MINISTÈRE VAN JUSTITIE
EN MINISTÈRE VOOR OORLOGSGETROFFENEN.

Arrêté du Régent relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès.

Besluit van den Regent betreffende het vermoedelijk overlijden, de gerechtelijke verklaringen van overlijden en de administratieve verbetering van sommige akten van overlijden.

RAPPORT AU REGENT.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MONSIEUR,

MONSIEUR,

A l'expiration du douzième mois qui suivra la libération totale du territoire, c'est-à-dire le 15 février prochain, il sera mis fin à la validité temporaire de l'arrêté des secrétaires généraux du 13 juin 1942, modifié par l'arrêté du 15 juin 1944, relatifs aux déclarations judiciaires de décès et des présomptions de décès.

Bij het verstrijken van de twaalfde maand volgende op de algemeene bevrijding van het grondgebied, namelijk op 15 Februari e. k. zal er een einde worden gemaakt aan de tijdelijke geldigheid van het besluit der secretarissen-generaal dd. 13 Juni 1942, gewijzigd bij het besluit dd. 15 Juni 1944 betreffende de gerechtelijke verklaringen van overlijden en van vermoedelijk overlijden.

Par application de l'article 4 de l'arrêté-loi du 5 mai 1944 relatif aux arrêtés pris et aux autres actes administratifs pendant l'occupation ennemie par les secrétaires généraux et ceux qui ont exercé leurs fonctions, nous avons l'honneur de soumettre à l'approbation de Votre Altesse royale le projet d'arrêté ci-joint qui consacre, jusqu'au moment où le Parlement aura pu statuer sur la matière et pendant un délai maximum d'un an, les mesures transitoires requises pour assurer la sauvegarde des intérêts. Il y a lieu de constater, par suite de l'expiration du délai de validité des arrêtés des secrétaires généraux du 13 juin 1942 et du 15 juin 1944.

Bij toepassing van artikel 4 der wet van 5 Mei 1944 betreffende de besluiten genomen en de andere bestuursakten verricht tijdens de vijandelijke bezetting, door de secretarissen-generaal en door hen die deze bevoegdheden hebben uitgeoefend, hebben wij de eer bijgaand ontwerp van besluit aan Uwe Koninklijke Hoogheid ter goedkeuring over te leggen, waarbij, tot op het oogenblik dat het Parlement te dezer zake uitspraak zal kunnen doen, en voor een termijn van hoogstens één jaar, de overgangsmaatregelen worden getroffen, welke vereischt zijn om de vrijwaring te verzekeren van de belangen waarin moet worden voorzien ten gevolge van het verstrijken van den geldigheidstermijn der besluiten van de secretarissen-generaal dd. 13 Juni 1942 en 15 Juni 1944.

Ces mesures prévoient notamment l'instauration d'une procédure administrative aux fins de déclarer les présomptions de décès, et d'une procédure judiciaire aux fins d'aboutir à la constatation du décès.

Deze maatregelen voorzien onder meer de invoering van een administratieve procedure met het oog op de verklaringen van vermoedelijk overlijden en een gerechtelijke procedure om de vaststelling van het overlijden te bevestigen.

Nous avons l'honneur d'être,

Wij hebben de eer te zijn,

MONSIEUR,

MONSIEUR,

de Votre Altesse royale,

les très respectueux et très fidèles serviteurs

Le Ministre de la Justice,

van Uwe Koninklijke Hoogheid,

de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Justitie,

M. GRÉGOIRE.

Le Ministre des Victimes de la Guerre. De Minister voor Oorlogsgetroffenen

B. VAN DEN BRANDEN DE REETH.

14 FEVRIER 1946. — Arrêté du Régent relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès.

CHARLES, Prince de Belgique, Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 4 de l'arrêté-loi du 5 mai 1944 relatif aux arrêtés pris et aux autres actes administratifs accomplis durant l'occupation ennemie par les secrétaires généraux et par ceux qui ont exercé leurs fonctions;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures transitoires pour assurer la sauvegarde des intérêts auxquels il y a lieu de pourvoir par suite de l'expiration du délai de validité temporaire de l'arrêté des secrétaires généraux du 13 juin 1942, modifié par l'arrêté du 15 juin 1944 relatif aux déclarations judiciaires de décès et des présomptions de décès;

Sur la proposition du Ministre de la Justice et du Ministre des Victimes de la Guerre, et de l'avis conforme des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — De la déclaration de la présomption de décès.

Article 1^{er}. Lorsque, par suite de circonstances dues à la guerre, il n'aura pas été possible d'établir régulièrement un acte de décès pour les personnes ci-après déterminées, dont la mort, soit en Belgique, soit à l'étranger, paraît certaine, le Ministre des Victimes de la Guerre pourra déclarer la présomption de décès par une décision dûment motivée.

Le Ministre des Victimes de la Guerre est compétent à l'égard de toute personne qui serait décédée en Belgique. Sa compétence s'étend en outre, quel que soit le lieu de leur décès, aux personnes de nationalité belge et à ces personnes de nationalité étrangère qui résidaient légalement en Belgique lorsque les hostilités sont survenues ou qui ont pénétré dans le royaume pendant les hostilités.

Le dispositif de cette décision contiendra les énonciations prévues par l'article 79 du Code civil. Il fera mention des renseignements qui, éventuellement, n'auront pu être recueillis.

Art. 2. La déclaration de la présomption de décès sera poursuivie soit d'office, soit à la requête du procureur du Roi ou de toute personne intéressée.

Les requêtes seront introduites auprès du Ministre des Victimes de la Guerre ou auprès du bourgmestre. Ce dernier, après une information sommaire et préalable effectuée par la police locale, transmettra au Ministre des Victimes de la Guerre la requête accompagnée de tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y seront relatifs.

Art. 3. Le Ministre des Victimes de la Guerre pourra prescrire toutes les informations, recherches et investigations nécessaires à la déclaration de la présomption de décès. Il pourra requérir les autorités de police et de gendarmerie aux fins de procéder à des enquêtes et déléguer aux mêmes fins toute personne, laquelle aura préalablement prêté le serment requis par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831.

Art. 4. La déclaration de présomption de décès produira les mêmes effets que la déclaration d'absence après l'envoi en possession provisoire. Toutefois :

- 1^o elle donne droit à l'ouverture de la pension dans tous les cas où la preuve du décès est exigée pour l'obtention de celle-ci;
- 2^o elle donne lieu à l'ouverture de la tutelle pour les enfants mineurs de la personne présumée décédée.

Art. 5. Il est institué auprès du Ministre des Victimes de la Guerre un commissaire principal aux victimes de la guerre et des commissaires de l'Etat aux victimes de la guerre. Leur nombre est déterminé par le Roi suivant les besoins du service.

Ils instruisent les demandes et les poursuites d'office en vue de la déclaration de la présomption de décès.

Ils procèdent à cette fin à toutes informations, recherches et investigations nécessaires.

Art. 6. Le commissaire principal dirige le service des commissaires de l'Etat.

Le commissaire principal et les commissaires de l'Etat auront, dans l'exercice de leurs fonctions, le droit d'ordonner la comparution personnelle de témoins dont l'audition leur paraît utile. Ils peuvent aussi, en cette qualité, requérir le concours des autorités judiciaires et administratives, notamment aux fins d'entendre les témoins, et ces autorités sont tenues de donner suite aux dites réquisitions.

Les parents, alliés et domestiques peuvent être entendus comme témoins.

14 FEBRUARI 1946. — Besluit van den Regent betreffende het vermoedelijk overlijden, de gerechtelijke verklaringen van overlijden en de administratieve verbetering van sommige akten van overlijden.

KAREL, Prins van België, Regent van het Koninkrijk,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstende, HEIL.

Gelet op artikel 4 van de besluitwet van 5 Mei 1944 betreffende de besluiten genomen en de andere bestuursdaden verricht, tijdens de vijandelijke bezetting, door de secretarissen-generaal en door hen die dezelve bevoegdheden hebben uitgeoefend;

Overwegende dat overgangsmaatregelen dienen te worden genomen om de vrijwaring te verzekeren van de belangen waarin moet worden voorzien, tengevolge van het verstrijken van den tijdelijken geldigheidstermijn van het besluit der secretarissen-generaal dd. 13 Juni 1942, gewijzigd bij het besluit dd. 15 Juni 1944 betreffende de gerechtelijke verklaringen van overlijden en van vermoedelijk overlijden;

Op de voordracht van den Minister van Justitie en den Minister voor Oorlogsgetroffenen en op het eensluidend advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

HOOFDSTUK I. — Verklaring van vermoedelijk overlijden.

Artikel 1. Wanneer, tengevolge van aan den oorlog te wijten omstandigheden het niet mogelijk geweest is regelmatig een akte van overlijden op te maken voor de hierna bepaalde personen wier dood, in België of in het buitenland, zeker schijnt, kan de Minister voor Oorlogsgetroffenen, door een behoorlijk gemotiveerde beslissing, het vermoeden van overlijden verklaaren.

De Minister voor Oorlogsgetroffenen is bevoegd ten aanzien van ieder persoon die in België zou overleden zijn. Zijn bevoegdheid strekt zich daarenboven uit, welke ook de plaats van het overlijden weze, tot ieder persoon van Belgische nationaliteit en tot die personen van vreemde nationaliteit die wettelijk in België verbleven bij het uitbreken der vijandelikheden of die tijdens de vijandelikheden in het Rijk zijn binnen gekomen.

Het beschikkend gedeelte van deze beslissing omvat de bij artikel 79 van het Burgerlijk Wetboek voorsz. vermeldingen. In voorkomend geval maakt het melding van de inlichtingen die niet konden worden ingewonnen.

Art. 2. De verklaring van vermoedelijk overlijden wordt vervolgd hetzij van ambtswege, hetzij op verzoek van den Procureur des Konings of van ieder belanghebbende.

De aanvragen worden ingediend bij den Minister voor Oorlogsgetroffenen of bij den burgemeester. Deze laatste maakt na een kort en voorafgaand onderzoek, ingesteld door de plaatselijke politie, aan den Minister voor Oorlogsgetroffenen het verzoek over, samen met al de inlichtingen, processen-verbaal en akten die er betrekking op hebben.

Art. 3. De Minister voor Oorlogsgetroffenen kan alle opzoeken, opsporingen en navorsingen voorschrijven, welke voor de verklaring van vermoedelijk overlijden noodig zijn. Hij kan de politie- en rijkswachtoverheden vorderen om over te gaan tot onderzoekingen en tot dezelfde doeleinden ieder persoon afvaardigen die vooraf den bij artikel 2 van het decreet van 20 Juli 1831 vereischten eed zal hebben afgelegd.

Art. 4. De verklaring van vermoedelijk overlijden heeft dezelfde gevolgen als de afwezigverklaring na de voorloopige inbezittingstelling. Nochtans :

- 1^o geeft zij aanspraak op pensioen in al de gevallen waarin het bewijs van het overlijden vereischt is om dit te bekomen;
- 2^o geeft zij aanleiding tot het openvallen van de voogdij over de minderjarige kinderen van den persoon die men vermoedt overleden te zijn.

Art. 5. Bij het Ministerie voor Oorlogsgetroffenen worden een hoofdcommissaris voor oorlogsgetroffenen en Rijkscommissarissen voor oorlogsgetroffenen aangesteld. Hun aantal wordt door den Koning bepaald, volgens de behoeften van den dienst.

Zij onderzoeken de aanvragen en de ambtshalve ingeleide vorderingen met het oog op de verklaring van vermoedelijk overlijden.

Zij doen daartoe alle noodige opzoeken, opsporingen en navorsingen.

Art. 6. De hoofdcommissaris leidt den Dienst van de Rijkscommissarissen.

De hoofdcommissaris en de Rijkscommissarissen hebben in de uitoefening van hun ambt het recht de persoonlijke verschijning te bevelen van de getuigen, wier verhoor hun nuttig voorkomt. In die hoedanigheid kunnen zij ook de medewerking vorderen der rechterlijke en administratieve overheden, onder meer om de getuigen te hooren, en deze overheden zijn gehouden aan die vorderingen gevolg te geven.

De bloedverwanten, aanverwanten en dienstboden mogen als getuigen worden gehoord.

Art. 7. Le commissaire principal et les commissaires de l'Etat entendent, sans l'assistance d'un greffier, les témoins qui prêtent serment comme en matière civile.

Les témoins sont entendus séparément et si le commissaire principal ou le commissaire de l'Etat le jugent nécessaire, ils peuvent être soumis à des confrontations.

Le commissaire principal ou le commissaire de l'Etat dresse procès-verbal de l'audition des témoins. Cet acte contient leurs nom, âge, profession et demeure, leur serment de dire la vérité.

Lecture de ce procès-verbal est faite à chaque témoin. Le témoin signe sa déposition. S'il ne veut ou ne peut signer, il en sera fait mention. Le procès-verbal est signé par le commissaire principal ou le commissaire de l'Etat qui a procédé à l'audition.

Art. 8. Les témoins sont appelés à comparaître sur simple convocation du commissaire principal ou du commissaire de l'Etat. A défaut de comparution sur cette convocation, ils sont appelés par lettre notifiée à personne ou à résidence par la police locale.

S'ils ne comparaissent pas ou s'ils refusent de prêter serment ou de déposer, il en est dressé procès-verbal qui est transmis au procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel le témoin devait être entendu.

Le juge d'instruction, sur réquisition du procureur du Roi, prononcera sans appel une amende qui n'excédera pas cent francs, et pourra ordonner que la personne appelée sera contrainte à comparaître devant lui.

Si le témoin ainsi condamné à l'amende, produit lors de sa comparution des excuses légitimes, il pourra, sur les conclusions du procureur du Roi, être déchargé de l'amende par le juge d'instruction.

Les dispositions du Code pénal relatives au faux témoignage en matière civile, ainsi qu'à la subornation des témoins, sont applicables à la procédure d'enquête prévue par le présent arrêté.

Il est taxé au témoin appelé à déposer, par journée de comparution, une somme à arbitrer par le commissaire principal ou par le commissaire de l'Etat. Le maximum de la taxe est de cinq francs et le minimum de cinquante francs.

Les frais de transport, par la voie la moins onéreuse, sont en outre remboursés au témoin, suivant la taxe du commissaire principal ou du commissaire de l'Etat.

Art. 9. Les décisions comportant déclaration de présomption de décès seront portées, par lettre recommandée à la poste, à la connaissance des requérants.

Elles seront publiées, aux diligences du Ministre des Victimes de la Guerre, au *Moniteur* et dans un journal de la province ou de l'arrondissement du dernier domicile en Belgique.

Elles sortiront leurs effets à partir de la date de la décision et elles seront opposables aux tiers.

CHAPITRE II. — De la déclaration judiciaire de décès

Art. 10. Le Ministre public introduit d'office, ou à la demande du Ministre des Victimes de la Guerre, près du tribunal compétent, une requête en déclaration judiciaire de décès pour les personnes visées à l'article 1^{er}.

Tout intéressé peut également déposer requête à cette fin.

Le Ministère public informera le Ministre des Victimes de la Guerre de l'introduction de la requête et le greffier en chef l'avisera de même de l'introduction des requêtes déposées par les particuliers.

Le Ministre des Victimes de la Guerre sera avisé des jugements qui interviendront.

Art. 11. Le tribunal compétent est celui du dernier domicile de la personne présumée décédée. Si le domicile est inconnu ou situé en dehors du territoire national, le tribunal compétent est celui du lieu du décès.

Si celui-ci est également situé en dehors du territoire national ou s'il ne peut être déterminé avec certitude, le tribunal de Bruxelles est compétent.

Art. 12. Le ministère public pourra requérir des devoirs d'information des services prévus à l'article 5 du présent arrêté, en vue de la déclaration de décès.

Art. 13. Les articles 856 et 858 du Code de procédure civile sont applicables à l'instruction des demandes prévues à l'article 10 et à l'appel. Le tribunal pourra s'il échet, ordonner que la demande fera l'objet d'une annonce sommaire au *Moniteur*, ainsi que dans un journal de Bruxelles et dans un journal de la province ou de l'arrondissement du dernier domicile en Belgique. Dans ce cas, le tribunal fixera le délai dans lequel il sera statué sur la demande après la publication de cette annonce.

Art. 14. Le dispositif du jugement ou de l'arrêt contiendra les énonciations prévues par l'article 79 du Code civil. Il fera mention des renseignements qui, éventuellement, n'auraient pu être recueillis.

Art. 7. De hoofdcommissaris en de Rijkscmissarissen hooren, zonder bijstand van een gaffier, de getuigen die der eed alleggen zooals in burgerlijke zaken.

De getuigen worden afzonderlijk gehoord en, indien de hoofdcommissaris of de Rijkscmissaris zulks noodig oordeelen, kunnen zij worden geconfronteerd.

De hoofdcommissaris of de Rijkscmissaris maakt proces-verbaal op van het verhoor der getuigen. Ditte akte bevat hun naam, leeftijd, beroep en verblijf, hun eed de waarheid te zeggen.

Aan ieder getuige wordt voorlezing gedaan van het proces-verbaal. De getuige teekent zijn getuigenis. Indien hij niet wil of niet kan teekenen wordt daarvan melding gemaakt. Het proces-verbaal wordt geteekend door den hoofdcommissaris of den Rijkscmissaris, die tot het verhoor is overgegaan.

Art. 8. De getuigen worden geroepen om te verschijnen bij eenvoudige oproeping van den hoofdcommissaris of van den Rijkscmissaris. Bij gebrek aan verschijning op deze oproeping worden zij geroepen bij een door de plaatselijke politie aan den persoon of aan de verblijfplaats aangezegd schrijven.

Indien zij niet verschijnen of indien zij weigeren, den eed af te leggen of te getuigen, wordt daarvan proces-verbaal opgesteld dat overgemaakt wordt aan den procureur des Konings van het arrondissement waarin de getuige moest worden gehoord.

De onderzoeksrechter op vordering van den procureur des Konings, spreekt, zonder beroep, een geldboete van ten hoogste honderd frank uit, en kan bevelen dat de opgeroepen persoon gevangen zal worden om voor hem te verschijnen.

Indien de aldus tot geldboete veroordeelde getuige bij zijn verschijning wettige redenen van verschoning voorlegt, kan hij, op de conclusies van den procureur des Konings, door den onderzoeksrechter van de geldboete ontslagen worden.

De bepalingen van het Wetboek van Strafrecht in zake valsche getuigenis in burgerlijke zaken en omkoopung van getuigen, zijn van toepassing op de bij dit besluit voorziene rechtspleging tot onderzoek.

Er wordt aan den getuige die wordt opgeroepen om getuigenis af te leggen, per dag verschijning, een som toegewezen welke door den hoofdcommissaris of door den Rijkscmissaris wordt begroot. De begrooting bedraagt ten minste vijf en ten hoogste vijftig frank.

Bovendien worden de kosten van vervoer, langs den goedkoopsten weg, aan den getuige te vergoeden, volgens de begrooting van den hoofdcommissaris of den Rijkscmissaris.

Art. 9. De beslissingen tot verklaring van vermoedelijk overlijden worden, bij een ter post aangeteekend schrijven, ter kennis gebracht van de verzoekers.

Zij worden, door de zorg van den Minister voor Oorlogsgetroffenen, bekendgemaakt in het *Staatsblad* en in een dagblad of de provincie of het arrondissement der laatste woonplaats in België.

Zij hebben uitwerking te rekenen van den datum der beslissing en kunnen aan derden worden tegengesteld.

HOOFDSTUK II. — Gerechtelijke verklaring van overlijden.

Art. 10. Het Openbaar Ministerie dient, van ambtswege of op verzoek van den Minister voor Oorlogsgetroffenen, bij de bevoegde rechtbank een verzoek in tot gerechtelijke verklaring van overlijden voor de personen bedoeld bij artikel 1.

Ieder belanghebbende kan eveneens te dien einde een verzoek indienen.

Het Openbaar Ministerie geeft den Minister voor Oorlogsgetroffenen bericht van het indienen van het verzoek en de hoofdgriffier meldt hem evenzoo het indienen van verzoeken door de particulieren.

De Minister voor Oorlogsgetroffenen wordt inlichting betreffende de vonnis die worden uitgesproken.

Art. 11. De bevoegde rechtbank is die van de laatste woonplaats van den persoon dien men vermoedt overleden te zijn. Is de woonplaats onbekend of buiten 's Rijks grondgebied gelegen, dan is de bevoegde rechtbank die van de plaats van het overlijden.

Indien deze plaats insgelijks buiten 's Rijks grondgebied gelegen is of niet met zekerheid kan worden bepaald, is de rechtbank van Brussel bevoegd.

Art. 12. Het Openbaar Ministerie kan van de bij artikel 5 van dit besluit voorziene diensten een onderzoek vorderen met het oog op de verklaring van overlijden.

Art. 13. De artikelen 856 en 858 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering zijn toepasselijk op de behandeling van de bij artikel 10 bedoelde eischen en op het hooger beroep.

De rechtbank kan, indien daartoe gronden bestaan, bevelen dat, betreffende den eisch, een korte aankondiging zal verschijnen in het *Staatsblad*, alsmede in een dagblad van Brussel en in een dagblad uit de provincie of uit het arrondissement van de laatste woonplaats in België. In dit geval stelt de rechtbank den termijn vast binnen denwelke over den eisch zal worden beschikt, na het verschijnen van die aankondiging.

Art. 14. Het beslissend gedeelte van het vonnis of van het arrest omvat de bij artikel 79 van het Burgerlijk Wetboek voorziene vermeldingen. In voorkomend geval maakt het melding van de inlichtingen die niet konden worden ingewonnen.

Le dispositif du jugement ou de l'arrêt déclaratif de décès et passé en force de chose jugée sera transcrit, à sa date, sur les registres courants de l'état civil du dernier domicile, si ce domicile est inconnu ou situé hors du territoire national, la transcription se fera au lieu du décès. Si celui-ci est également situé en dehors du territoire national ou s'il ne peut être déterminé avec certitude, la transcription se fera à Bruxelles.

Mention de cette transcription sera faite en marge des registres de l'année, à la date du décès, telle qu'elle aura été établie par la décision, avec renvoi au registre de l'année et à la date où sera transcrit le dispositif du jugement ou de l'arrêt.

Lorsque la transcription aura été effectuée par l'officier de l'état civil du dernier domicile, celui-ci transmettra une expédition de l'acte de transcription à son collègue du lieu du décès, si celui-ci est situé en Belgique. Cette expédition sera inscrite sur les registres courants et mention en sera faite en marge du registre de l'année à la date du décès.

L'officier de l'état civil chargé de la transcription du jugement ou de l'arrêt, se conformera aux dispositions du présent arrêté ainsi qu'à celles de l'article 79 du Code civil, complété par l'article 11 de la loi du 16 décembre 1851, sous peine des amendes prévues par le dit article.

Art. 15. Les jugements ou arrêts constatant le décès, tiendront lieu d'actes de l'état civil et seront opposables aux tiers.

Toutefois, ils pourront être rectifiés, le cas échéant, conformément aux articles 99, 100 et 101 du Code civil, et 855 et suivants du Code de procédure civile.

Les jugements ou arrêts rejetant la demande de déclaration de décès ne feront point obstacle à la recevabilité ultérieure de la même demande en cas de découverte de faits nouveaux.

CHAPITRE III. — De la rectification administrative de certains actes de décès.

Art. 16. Les actes de décès ou les actes de transcription de jugements ou arrêts tenant lieu d'actes de décès dressés par les autorités belges ou étrangères qui, par suite des circonstances dues à la guerre, n'auraient pas été inscrits sur les registres de l'état civil d'une commune belge, devront l'être sur les registres de l'état civil du dernier domicile du défunt, si ce domicile est connu ou situé hors du territoire national. L'inscription se fera au lieu du décès, si celui-ci est également inconnu ou situé en dehors du territoire national et s'il s'agit du décès d'un belge, l'inscription se fera à Bruxelles. Dans ces différents cas, les dispositions des alinéas 3 à 5 de l'article 14 seront applicables.

Une traduction des actes établis par les autorités étrangères sera, le cas échéant, faite préalablement par les soins du Ministre des Affaires étrangères.

Art. 17. Si les actes visés à l'article précédent contiennent des lacunes, des erreurs ou des mentions autres que celles prévues à l'article 79 du Code civil, sans que le fait du décès ni l'identité du défunt soient douteux, ils pourront faire l'objet d'une rectification administrative.

La rectification intervient d'office ou sur requête, soit du ministre public, soit de l'officier de l'état civil qui a dressé ou transcrit l'acte, soit des parties intéressées.

Le Ministre des Victimes de la Guerre est compétent pour opérer la rectification administrative des actes de décès susmentionnés.

Art. 18. Pour opérer la rectification, le Ministre, après enquête, ajoute à l'acte une mention le complétant ou le rectifiant, en vue de y faire figurer les énonciations prescrites par l'article 79 du Code civil.

L'acte ainsi rectifié, est adressé à l'officier de l'état civil compétent, en vertu de l'article 16, lequel le transcrit sur ses registres en se conformant aux dispositions des alinéas 3 à 5 de l'article 14.

Si l'acte rectifié a déjà été inscrit dans ses registres, l'officier de l'état civil opérera la transcription de la mention rectificative en se conformant aux prescriptions prévues par l'article 101 du Code civil.

Art. 19. Après avoir procédé à la transcription dans les formes ci-dessus, l'officier de l'état civil en donne avis sur-le-champ au Ministre par qui cette transcription a été ordonnée.

Art. 20. Quand un acte de décès a été rectifié administrativement, aucune copie ne peut plus être délivrée qu'avec les rectifications ordonnées à peine de tous dommages-intérêts contre l'officier qui l'aurait délivrée.

Het beslissend gedeelte van het in kracht van gewijsde gegane vonnis of arrest tot verklaring van overlijden wordt op den datum daarvan, overgeschreven in de loopende registers van den burgerlijken stand der laatste woonplaats, is deze woonplaats onbekend of buiten 's Rijks grondgebied gelegen, dan geschiedt de overschrijving op de plaats van het overlijden. Is deze plaats ongelijks buiten 's Rijks grondgebied gelegen of kan zij niet met zekerheid bepaald worden, dan geschiedt de overschrijving te Brussel.

Van deze overschrijving wordt op den kant der registers van het jaar, op den datum van het overlijden, zooals deze door de beslissing is vastgesteld, melding gemaakt, onder verwijzing naar het register van het jaar en naar den datum, waaron het beslissend gedeelte van het vonnis of van het arrest wordt overgeschreven.

Wanneer de overschrijving gedaan werd door den ambtenaar van den burgerlijken stand der laatste woonplaats, dar bezorgt deze een uitgifte van de akte van overschrijving aan zijn ambtgenoot van de plaats van het overlijden indien deze in België gelegen is. Deze uitgifte wordt ingeschreven in de loopende registers en melding er van wordt gemaakt in den rand van het register van het jaar op den datum van het overlijden.

De ambtenaar van den burgerlijken stand die met de overschrijving van het vonnis of van het arrest is belast, gedraagt zich naar de bepalingen van dit besluit alsmede naar die van artikel 79 van het Burgerlijk Wetboek, aangevuld door artikel 11 der wet van 16 December 1851, op straffe van de bij gezegd artikel voorziene geldboeten.

Art. 15. De vonnissen of arresten tot vaststelling van overlijden gelden als akten van den burgerlijken stand en kunnen aan derden worden tegengesteld.

Zij kunnen echter, desvoorkomend, worden verbeterd overeenkomstig de artikelen 99, 100 en 101 van het Burgerlijk Wetboek, 855 en volgende van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering.

De vonnissen of arresten, waarbij de eisch tot verklaring van overlijden wordt afgewezen, verhinderen, niet dat diezelfde eisch laer onvankelijk zou zijn ingeval nieuwe feiten ontdekt worden.

HOOFDSTUK III. — Administratieve verbetering van sommige akten van overlijden.

Art. 16. De door Belgische of buitenlandse overheden opgemaakte akten van overlijden of akten van overschrijving van vonnissen of arresten, geldend als akten van overlijden, die ten gevolge van aan den oorlog te wijten omstandigheden niet ingeschreven werden in de registers van den burgerlijken stand eener Belgische gemeente, moeten ingeschreven worden in de registers van den burgerlijken stand van de laatste woonplaats van den overledene; is deze woonplaats onbekend of buiten 's Rijks grondgebied gelegen, dan geschiedt de inschrijving op de plaats van het overlijden; is deze plaats ongelijks onbekend of buiten 's Rijks grondgebied gelegen en geldt het het overlijden van een Belg, dan geschiedt de overschrijving te Brussel. De bepalingen van de alinea's 3 tot 5 van artikel 14 zijn in die verschillende gevallen van toepassing.

Een vertaling der door de buitenlandse overheden opgemaakte akten wordt, desvoorkomend, vooraf verstrekt door den Minister van Buitenlandsche Zaken.

Art. 17. Indien de in het vorig artikel bedoelde akten, leemten, vergissingen of wel andere meldingen verroepen dan die voorzien bij artikel 79 van het Burgerlijk Wetboek, zonder dat het overlijden zelf noch de identiteit van den overledene twijfelachtig zijn, kunnen zij het voorwerp eener administratieve verbetering uitmaken.

De verbetering geschiedt van ambtwege of op verzoek hetzij van het Openbaar Ministerie, hetzij van den ambtenaar van den burgerlijken stand die de akte heeft opgemaakt of overgeschreven, hetzij van de belanghebbenden.

De Minister voor Oorlogsgetroffenen is bevoegd tot het aannemen der administratieve verbetering aan hoogervermelde akten van overlijden.

Art. 18. Om de verbetering aan te brengen volgt de Minister, na onderzoek, een vermelding tot aanvulling of verbetering toe aan de akte, ten einde er de bij artikel 79 van het Burgerlijk Wetboek voorgeschreven vermeldingen te doen voorkomen.

De aldus verbeterde akte wordt gezonden aan den krachtens artikel 16 bevoegde ambtenaar van den burgerlijken stand, die ze in zijn registers overschrijft met inachtneming van de bepalingen der alinea's 3 tot 5 van artikel 14.

Indien de verbeterde akte reeds in zijn registers ingeschreven is, schrift de ambtenaar van den burgerlijken stand de verbeterende vermelding over met inachtneming van de bepalingen voorzien bij artikel 101 van het Burgerlijk Wetboek.

Art. 19. Nadat hij in de hiervoren bepaalde vormen tot de overschrijving is overgegaan, geeft de ambtenaar van den burgerlijken stand er onverwijld kennis van aan den Minister die deze overschrijving bevoelen heeft.

Art. 20. Wanneer een akte van overlijden administratief verbeterd werd, zal geen enkel afschrift meer worden afgeleverd tenzij met de bevoelen verbeteringen, op straffe van elke schadevergoeding ten laste van den ambtenaar die het zou hebben afgeleverd.

La rectification administrative est opposable aux tiers.

Art. 21. Tout acte de décès qui a été rectifié par jugement ou par décision administrative, conformément aux dispositions du présent arrêté, ne peut plus faire l'objet d'une nouvelle rectification administrative. Toutefois, il peut faire l'objet d'une rectification ultérieure suivant la procédure ordinaire des articles 99, 100, 101 du Code civil, et 855 et suivants du Code de procédure civile.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitotres.

Art. 22. Le présent arrêté est applicable aux procédures en cours introduites conformément à l'arrêté des secrétaires généraux du 13 juin 1942, modifié par celui du 15 juin 1944.

CHAPITRE V. — Dispositions fiscales.

Art. 23. Les enquêtes, les publications et généralement toutes les interventions administratives prévues par le présent arrêté se font aux frais de l'Etat.

Art. 24. Il est ajouté à l'article 301 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèques et de greffe, un n° 9, ainsi conçu :

« 9° les actes, jugements et arrêts se rapportant à l'exécution de l'arrêté du 14 février 1946, relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès. »

Art. 25. Sont exemptés du droit de timbre, les actes et pièces, y compris les expéditions des jugements, arrêts et décisions relatifs à l'exécution du présent arrêté.

CHAPITRE VI. — Dispositions générales.

Art. 26. Le Ministre de la Justice et le Ministre des Victimes de la Guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 27. Le présent arrêté entrera en vigueur le 16 février 1946. Il cessera ses effets à l'expiration du douzième mois suivant cette date.

Fait à Bruxelles, le 14 février 1946.

CHARLES.

Par le Régent :	Vanwege den Regent :
Le Premier Ministre, Ministre du Charbon,	De Eerste-Minister, Minister van het Steenkoolwezen,
A. VAN ACKER.	
Le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur,	De Minister van Buitenlandse Zaken en Buitenlandsche Handel,
P.-H. SPAAK.	
Le Ministre de la Justice,	De Minister van Justitie,
M. GRÉGOIRE.	
Le Ministre de l'Intérieur,	De Minister van Binnenlandsche Zaken,
ADOLPHE VAN GLABBEKE.	
Le Ministre de la Santé publique,	De Minister van Volksgezondheid,
D ^r A. MARTEAUX.	
Le Ministre de l'Instruction publique,	De Minister van Openbaar Onderwijs,
A. BUISSET.	
Le Ministre des Finances,	De Minister van Financiën,
FR. DE VOGHEL.	
Le Ministre de l'Agriculture,	De Minister van Landbouw,
R. LEFEBVRE.	
Le Ministre des Travaux publics,	De Minister van Openbare Werken,
HERMAN VOS.	

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

De administratieve verbetering kan aan derden worden tegengesteld.

Art. 21. Elke akte van overlijden die verbeterd werd bij vonnis of bij administratieve beslissing, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, kan niet meer voor een nieuwe administratieve verbetering in aanmerking komen. Zij kan echter het voorwerp uitmaken van een latere verbetering volgens de gewone rechtspleging voorzien bij de artikelen 99, 100 en 101 van het Burgerlijk Wetboek, 885 en volgende van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering.

HOOFDSTUK IV. — Overgansbepalingen.

Art. 22. Dit besluit is toepasselijk op de aan den gang zijnde rechtsvorderingen, ingesteld overeenkomstig het besluit der secretarissen-generaal dd. 13 juni 1942 gewijzigd bij dat van 15 juni 1944.

HOOFDSTUK V. — Fiscale bepalingen.

Art. 23. De onderzoeken, de bekendmakingen en, in 't algemeen, al de administratieve tusschenkomsten voorzien bij dit besluit, geschieden op de kosten van den Staat.

Art. 24. Aan artikel 301 van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten wordt een 9° toegevoegd, luidende als volgt :

« 9° de akten, vonnissen en arresten die betrekking hebben op de tenuitvoerlegging van het besluit van 14 Februari 1946 betreffende het vermoedelijk overlijden, de gerechtelijke verklaringen van overlijden en de administratieve verbetering van sommige akten van overlijden. »

Art. 25. Zijn vrij van zegelrecht de akten en stukken met inbegrip van de uitgaven van de vonnissen, arresten en beslissingen betreffende de uitvoering van dit besluit.

HOOFDSTUK VI. — Algemeene bepalingen.

Art. 26. De Minister van Justitie en de Minister voor Oorlogsgetroffenen zijn, ieder wat hem betreft belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 27. Dit besluit treedt in werking op 16 Februari 1946.

Het houdt op van kracht te zijn na het verstrijken der twaalfde maand volgend op dezen datum.

Gegeven te Brussel, den 14^e Februari 1946.

CHARLES.

Le Ministre des Affaires économiques,	De Minister van Economische Zaken,
A. DE SMAELE.	
Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,	De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,
LÉON-ÉLI TROCLE.	
Le Ministre des Communications,	De Minister van Verkeerswesen,
RONGVAUX.	
Le Ministre de la Défense Nationale,	De Minister van Landsverdediging,
L. MUNDELEER.	
Le Ministre des Colonies,	De Minister van Koloniën,
R. GODDING.	
Le Ministre du Ravitaillement,	De Minister van Ravitailleering,
EDG. LALMAND.	
Le Ministre des Victimes de la Guerre,	De Minister voor Oorlogsgetroffenen,
B ^{re} A. VAN DEN BRANDEN DE REETH.	
Le Ministre des Dommages de Guerre,	De Minister voor Oorlogsschade,
J. BASYN.	
Pour le Membre du Conseil des Ministres :	Voor het Lid van den Ministerraad :
Le Ministre de l'Instruction publique,	De Minister van Openbaar Onderwijs,
A. BUISSET.	

MINISTÈRE VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN